



CONVENTION

fixant les conditions de dépotage des lixiviats des centres de stockages de déchets de CURGIES, LEWARDE, VILLERS SIRE NICOLE, NOYELLES SUR ESCAUT, et DANNES à la STEP Jacques Monod de la Communauté d'Agglomération du Calaisis

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération du Calaisis (C.A.C) représentée par son Président, Monsieur Jacky HENIN,

ET :

La société SITA Nord, société anonyme au capital de 10 699 200 € dont le siège social est situé zone industrielle de Rouvignies, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Valenciennes sous le numéro B 578 800 195 , représentée par Monsieur Thierry DELINEAU, directeur de l'agence traitement, désigné dans le texte qui suit par l'abréviation « la société SITA Nord », d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions techniques et financières dans lesquelles l'industriel est autorisé à dépoter à la station Jacques Monod de la Communauté d'Agglomération du Calaisis, les lixiviats issus de ses centres de stockage de déchets de Curgies (59), Dannes (62), Lewarde (59), Villers Sire Nicole (59) et Noyelles sur Escaut (59).

ARTICLE 2 : ORIGINE ET NATURE DU PRODUIT

Les produits repris dans cette convention seront exclusivement les lixiviats des centres de stockage de déchets de Curgies, Dannes , Lewarde , Villers Sire Nicole et Noyelles sur Escaut.

Les quantités prévisionnelles sont de l'ordre de :

- 15 000 m³/an pour les CSD de Curgies, Lewarde, Noyelles sur Escaut et Villers Sire Nicole.
- 10 000 m³/an pour le CSD de Dannes.



Elles sont données à titre indicatif : la société SITA Nord peut, moyennant autorisation écrite de la collectivité, dépoter à titre exceptionnel des quantités supérieures de lixiviats sur la station d'épuration sous réserve de compatibilité avec l'étude d'impact.

Les quantités journalières dépotées ne dépasseront pas 75 m³/j en moyenne, et ne pourront en aucun cas dépasser 100 m³/j.

ARTICLE 3 : CONTRÔLE DES EFFLUENTS

La société SITA Nord s'engage à s'assurer au préalable de la traitabilité des produits dépotés. Les concentrations des lixiviats ne dépasseront pas les valeurs suivantes :

Paramètres	Concentration maximale admissible (mg/l)
pH	Entre 5,5 et 9
MES	900
DCO	8 000
DBO5	2 000
NTK	3 500
P _{total}	50
Chrome hexavalent	0,1
Somme éléments traces métalliques * ¹	15
Plomb	0,5
Cadmium	0,2
Arsenic	0,1
Mercure	0,05
Cyanures libres	0,1
Phénols (indice)	0,3
Hydrocarbures (indice)	10
Somme des HAP et PCB * ²	0,05
Fluor et composés	15

*¹ La somme des éléments traces métalliques comprend les éléments suivants : Plomb, Cuivre, Chrome, Nickel, Zinc, Manganèse, Etain, Cadmium, Mercure, Fer, Aluminium.

*² - HAP : Fluoranthène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(a)pyrène.
- PCB : 028, 052, 101, 118, 138, 153, 180.



La société SITA Nord s'engage à n'envoyer que des lixiviats issus des CSD de classe 2 cités dans cette convention

Chaque camion fera l'objet d'un prélèvement par un agent de la C.A.C.. En cas de dépotages non-conformes, la convention pourra être résiliée après mise en demeure. La société SITA Nord pourra faire l'objet de poursuites devant les tribunaux compétents, si l'introduction volontaire de substances indésirables ou toxiques est à l'origine de dysfonctionnements sur les installations de traitement.

La C.A.C. se réserve la possibilité de suspendre l'autorisation de dépotage, pour la durée qui lui convient, si des contraintes d'exploitation le nécessitent.

La société SITA Nord fournira une copie des rapports d'analyses transmis à la DRIRE.

Chaque année, la C.A.C. transmettra à la société SITA Nord le bilan annuel des paramètres process de la station Jacques Monod, ainsi qu'une copie des rapports d'analyses des boues.

ARTICLE 4 : DÉPOTAGE DES LIXIVIATS

Les produits seront dépotés dans l'unité de dépotage des matières de vidange.

La société SITA Nord prendra à sa charge directement les frais liés au transport des produits.

Les dépotages s'effectueront du Lundi au Vendredi de 7h15 à 12h00 et de 14h00 à 17h00. Aussi, les camions pourront accéder au site tous les matins jusque 11h45 et tous les soirs jusque 16h45.

A chaque opération, l'utilisateur aura à charge d'assurer l'entretien (lavage) de l'aire de dépotage.

En cas de non exécution, il sera procédé au nettoyage par le personnel communautaire d'entretien, et le coût sera facturé suivant le tarif adopté par l'assemblée délibérante.

Le dépotage, devra être réalisé gravitairement, et sans incliner la cuve.



ARTICLE 5 : REDEVANCE DE DÉPOTAGE ET DE TRAITEMENT

Le dépotage et le traitement des matières de vidange feront l'objet d'une redevance proportionnelle aux volumes traités.

Son tarif sera réactualisé chaque année au 1^{er} janvier avec la formule :

$$\text{Redevance lixiviats année } n = \text{Redevance lixiviats } (n-1) \times \frac{\text{Redevance assainissement année } n}{\text{Redevance assainissement } (n-1)}$$

Avec :
- Redevance assainissement année 2005 = 1,1536 € HT/T
- Redevance lixiviats 2005 = 11,2143 € HT/T

Le montant de la redevance assainissement est fixé chaque année par délibération du conseil communautaire.

ARTICLE 6 : CREATION D'UNE COMMISSION DE SUIVI DE LA CONVENTION

Sans objet.

ARTICLE 7 : RAISON SOCIALE

En cas de changement de la raison sociale de La société, la présente convention restera applicable. Seule la première page de cette convention sera actualisée afin de mettre à jour les renseignements concernant l'entreprise : raison sociale, capital, siège social, n°RCS.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de la signature et prévaudra sur toutes les dispositions antérieures : celle-ci annule et remplace la convention du 17 octobre 2002 fixant les conditions de dépotage des lixiviats du CSD de Dannes à la station Jacques Monod.



ARTICLE 9 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans.

Si au terme de la présente convention, l'une ou l'autre des parties ne souhaite pas la reconduire, elle devra en informer l'autre partie moyennant un préavis de six mois.

ARTICLE 10 : CONSÉQUENCE DU NON RESPECT

Dans le cas où les effluents sont de nature autre que ceux autorisés, la C.A.C., après mise en demeure restée sans réponse, retirera l'autorisation de rejet jusqu'à conclusion d'un nouvel accord entre les parties.

Calais, le 09/04/2005

Le Président de la C.A.C.

Calais, le 30/03/2005

Le Directeur de l'Agence Traitement

Fait en cinq exemplaires

